

Genève, place microfinancière et alterpensante

2008-10-06

Yvette Jaggi

La Fondation Genève Place Financière vante son excellence bancaire depuis 500 ans. Belle longévité, pour des services inégalement durables

Cité de Calvin, haut lieu de la banque privée helvétique, berceau de la Croix-Rouge, siège mondial de plusieurs organisations onusiennes et de diverses institutions non gouvernementales, Genève ne saurait se contenter d'être une place financière comme les autres.

Son originalité, Genève vient de doublement la marquer dans les quatre premiers jours d'octobre. En accueillant d'abord le premier Forum mondial de la microfinance (WMFG), qui ambitionne de devenir le «*Davos de la microfinance*», puis, comme modeste compensation, la 7e Rencontre internationale consacrée au triptyque «*Ethique, Finance et Responsabilité*», organisée par l'Observatoire de la Finance, qui édite notamment la revue *Finance et Bien commun*.

C'est à Genève que se trouvent les sociétés spécialisées dans le financement de microcrédits et de microassurances dans le vaste monde. Cet aspect relativement méconnu – et plutôt profitable – des activités de la place financière genevoise a été mis en évidence tout au long des deux jours de Forum. On s'est beaucoup félicité du rapide essor de la microfinance dans les pays émergents et en développement, où des taux de croissance à deux chiffres ne sont pas exceptionnels, comme par exemple en Chine, au Mexique ou en Afrique noire. Chaque année, des millions de petits clients contractent un emprunt de quelques dizaines de dollars auprès d'une banque ou d'une organisation chargée de valoriser sur le terrain les investissements effectués depuis la lointaine Genève.

Prix Nobel de la paix 2006 et fondateur de la Grameen Bank, le Bengali Mohammad Yunus est venu en personne le répéter aux financiers assemblés en Forum: le microcrédit doit rester affaire de proximité. Le marché national est en effet la seule échelle qui permette de supprimer la charge liée aux risques de change et de réduire significativement le taux d'intérêt final en éliminant les deux ou trois maillons de la chaîne internationale de financement – dont le coût cumulé atteint couramment la moitié de la somme effectivement prêtée. Les quelque 400 auditeurs ont vivement applaudi, esquissant même une *standing ovation* au grand professeur Yunus. Ce moment d'audace passé, le Forum est promptement retourné à des préoccupations plus sérieuses: améliorer l'efficacité de la microfinance, accroître l'efficacité de ses procédures, le tout en vue d'augmenter à la fois le rendement net des fonds mis à disposition et le taux de bonne conscience des investisseurs misant sur le «*socialement responsable*».

Présente par contraste dans tous les esprits, la crise des macromarchés financiers s'est invitée dans les conversations de couloirs et jusqu'à la tribune du Forum. Par exemple quand on a discrètement changé le nom de l'orateur prévu, Axel Miller, qui avait perdu la veille son poste de patron de la banque Dexia, «*binationalisée*» par les gouvernements français et belge. Son remplaçant a parlé avec un enthousiasme décuplé des performances de Dexia qui a confié le *management* de son important fonds de microfinance à la genevoise Blue Orchard, l'une des principales sociétés mondiales d'investissement dans le microcrédit, avec un milliard de francs sous gestion.

À la rencontre organisée par l'Observatoire de la finance créé en 1996, la crise actuelle était omniprésente. Par écrit d'abord, dans le dernier Rapport moral sur l'argent dans le monde.

Ce rapport, dont la quatorzième livraison vient de paraître, est devenu au fil des années un document indispensable pour une bonne compréhension des enjeux du système financier, tel qu'il fonctionne sur la planète ou les différents marchés nationaux. Dans les exposés et débats ensuite, la crise revenait continuellement, sur tous les thèmes inscrits au programme. On s'est accordé à constater un changement de paradigme, voire une transformation systémique. Avant la financiarisation du capitalisme, l'économie financière traditionnelle se montrait ambiguë, tour à tour «*servante et trompeuse*», pour reprendre les qualificatifs figurant dans le titre du récent ouvrage publié par Paul H. Dembinski, directeur de l'Observatoire de la finance et professeur à l'Université de Fribourg. Désormais, la tromperie l'emporte sur le service. L'outil n'a plus fonction de se rendre utile, il instrumentalise les acteurs que les techniques financières devraient aider. Avec tous les effets nuisibles que peut induire une aussi grave confusion entre la fin et les moyens, sur le

plan des valeurs tant morales que matérielles. Ethique et économie réelle se trouvent également perdantes.

Autre perdante dans la société actuelle, marquée par le primat des intérêts particuliers: la démocratie politique face au *lobbying* économique. Plusieurs intervenants de la rencontre organisée par l'Observatoire de la finance ont décrit les mécanismes de mise sous influence des instances dirigeantes de l'Union européenne (UE), tant des élus au Parlement siégeant à Strasbourg que des fonctionnaires de la Commission travaillant à Bruxelles. Comme les coulisses du Palais fédéral, celles des institutions de l'UE bruissent des rumeurs et informations transmises par les experts stipendiés, pour le plus grand profit de leur mandant. Seul antidote: le gaspillage de temps et d'énergie. En effet, plus les lobbyistes sont nombreux sur le même sujet – l'assurance-maladie en Suisse par exemple – plus ils doivent consacrer d'efforts en vue d'au moins se neutraliser mutuellement auprès de leurs interlocuteurs.

© Domaine Public. Tous droits de reproduction et de diffusion réservés www.domainepublic.ch